

Entre chien et loup

L'Eglise de Pologne

●●● **Robert Hotz s.j.**, Zurich

Si l'on excepte les communistes eux-mêmes, l'Eglise catholique est l'institution qui a laissé le plus de plumes suite à l'effondrement du communisme en Pologne. A l'époque, l'Eglise était la seule force capable de tenir tête au régime. En faisant perdre au pays 30% de ses sujets orthodoxes, le déplacement de la frontière soviétique, après la Deuxième Guerre mondiale, avait transformé la Pologne en une nation catholique à peu près homogène. Grâce au cardinal primat Stefan Wyszyński, l'Eglise a très bien su profiter de cet avantage. Elle a trouvé un *modus vivendi* avec le régime, dans lequel, le cardinal, partisan résolu d'une politique pragmatique, a utilisé jusqu'à l'extrême chaque occasion, tout en se gardant de ne jamais transgresser les limites géopolitiques des rapports de force. Ce que le gouvernement a reconnu par la suite, et même honoré.

Durant de longues années, l'Eglise a été l'unique porte-parole de la grande majorité du peuple polonais. Le fait qu'elle ait pu parler d'une seule voix est dû à l'influence de Wyszyński, qui incarnait de manière exceptionnelle la figure du père et du chef. Grâce à lui, l'Eglise de Pologne est devenue la référence morale par excellence, et les communistes, qu'ils le veuillent ou non, ont bien dû en tenir compte à partir de 1956 au plus tard. Officiellement, l'Eglise (c'est-à-dire le cardinal primat) et les communistes ne se parlaient pas. Officieusement pourtant, ils avaient des contacts par personnes de

confiance interposées. Des deux côtés, évidemment, chacun cherchait à obtenir le maximum d'informations sur l'autre camp, et les services de renseignements du primat n'étaient pas moins performants que ceux de ses adversaires communistes. Bien au contraire : il était constamment informé des projets des communistes, avant même que ceux-ci ne puissent réagir. Il n'est pas étonnant que les services secrets communistes aient cherché de leur côté des informateurs à l'intérieur de l'Eglise.

Pape fort, primat affaibli

L'élection de Karol Wojtyła comme pape, le 16 octobre 1976, a d'abord renforcé la position de l'Eglise catholique en Pologne. Face à Jean Paul II, aujourd'hui universellement vénéré, les communistes ont perdu du terrain dans la mesure où le pape ne s'est pas gêné de soutenir l'opposition anticommuniste, non seulement moralement, mais aussi avec des moyens financiers considérables.

Bien qu'il ait encore joué un rôle important comme médiateur auprès de *Solidarność* - en revendiquant les droits du syndicat tout en lui recommandant de la modération avec les Soviétiques -, le cardinal primat a peu à peu perdu son rôle de premier plan. Après sa mort, en mai 1981, son successeur, le cardinal Jozef Glemp, a recueilli un héritage double-

L'affaire de l'évêque Wielgus a défrayé l'actualité en janvier passé, jetant un éclairage cru sur les difficultés de l'Eglise de Pologne. Paradoxalement affaibli par la chute du régime communiste, puis par la disparition du pape Jean Paul II et par la chasse aux sorcières qui la secoue aujourd'hui, elle peine à établir une ligne cohérente et affranchie du pouvoir politique néo-conservateur.

église

ment difficile : apparemment il ne jouissait pas de la pleine confiance de Rome, et le pape polonais assumait de plus en plus le rôle de primat de Pologne. Par la suite, Jean Paul II a systématiquement réduit les compétences des anciens sièges primatiaux en Europe de l'Est, notamment en Pologne. Des analystes ont tiré en vain la sonnette d'alarme, mettant en garde contre le vide que la mort du pape polonais créerait dans l'Eglise de Pologne (et pas seulement là). De fait, c'est ce qui s'est passé. Face au primat de Rome, aucune personnalité de premier plan n'a plus pu se profiler en Pologne, et aujourd'hui elle fait toujours défaut. En outre, la malheureuse nomination de l'archevêque Stanislaw Wielgus laisse entendre que le Vatican n'est plus trop bien informé sur la situation en Pologne.

Varsovie.



Depuis la chute du régime communiste, l'Eglise catholique de Pologne n'est plus le porte-parole de la nation, une situation que tous n'acceptent pas de la même manière, d'autant plus que des poussées d'anticléricalisme se manifestent de-ci de-là. Ainsi *Radio Maryja*, la radio des rédemptoristes installée à Torún, qui se définit elle-même comme « la voix catholique dans ta maison », a trouvé des appuis dans certains milieux d'Eglise, parce que la station incarne une identité à la fois polonaise et catholique. Politiquement, *Radio Maryja* est proche des partis conservateurs. Fondée à la fin 1991 par le Père rédemptoriste et promoteur en médias Tadeusz Rydzyk, auquel appartiennent également la chaîne de télévision *Trwam* et le journal *Nasz Dziennik*, elle fait partie d'un groupe qui influence religieusement et politiquement l'opinion publique. Suite à quelques-unes de ses attaques contre le Vatican, le Saint-Siège a demandé à l'Eglise catholique de Pologne d'y mettre de l'ordre, mais sans grand succès pour l'instant : Rydzyk en est toujours le directeur !

Politique actuelle

Depuis la victoire en 2005 du parti national-conservateur Droit et Justice (PiS), le paysage politique du pays a profondément changé. Lech Kaczyński a été élu président de l'Etat polonais en octobre 2005 et son frère jumeau Jarosław s'est vu confié le poste de Premier ministre en juillet 2006. Il dirige un gouvernement qui s'appuie sur une coalition composée du PiS et de petits partis d'extrême droite, la Ligue des familles polonaises (LPR) et l'Autodéfense (Samobrona).

Les jumeaux Kaczyński ont des ambitions. En politique intérieure, ils ont déclaré la guerre à la corruption. A leurs

yeux, la Troisième république n'est que le prolongement du régime communiste sous le masque de la démocratie, et le pouvoir réel ne réside pas dans les institutions démocratiques mais dans le *Unklad* (le Système), dominé par d'anciens clans communistes et les services secrets.

Le passé doit être une bonne fois nettoyé grâce à la *Lustration*, en démasquant les collaborateurs et les agents de l'ancien régime. De fait, la *Lustration* est une épée à deux tranchants : si elle permet de combattre la corruption, elle permet aussi d'éliminer les adversaires politiques sous prétexte de collaboration avec les milieux communistes. Mais, dans sa lutte contre la corruption, Jarosław Kaczyński n'est pas tout à fait vierge, puisqu'il s'avère que son chef de cabinet a tenté d'acheter un député.

De toute façon, la manière dont les frères jumeaux gèrent le passé risque de diviser le pays. Ce qui vaut aussi pour la politique extérieure. Les deux Kaczyński sont eurosceptiques. Ils veulent une Pologne indépendante dans l'UE. Ils ont d'ailleurs leurs têtes de Turc. Encore traumatisés par le pacte Hitler-Staline, ils redoutent le rapprochement entre l'Allemagne et la Russie, une alliance que le projet du gazoduc de la Baltique laisse présager. Aussi n'est-il pas si surprenant que les relations avec la Russie, et particulièrement avec l'Allemagne, se soient détériorées, comme on peut le constater dans un rapport, pas toujours très objectif.

Il est pourtant incontestable que la Pologne profite de son entrée dans l'UE, comme on le remarque, par exemple, au niveau de la construction dans les régions les plus pauvres du pays. Il s'agit précisément des zones peuplées de pauvres paysans qui, lors des élections, ont mis en piste les partis d'extrême droite et les Kaczyński, et qui constituent le

noyau conservateur de l'Eglise catholique de Pologne. C'est parmi ces populations que la très conservatrice *Radio Maryja* trouve ses fidèles auditeurs.

Il est ironique de constater que les Polonais qui profitent le plus de l'entrée de la Pologne dans l'UE sont précisément ceux qui ont élu des eurosceptiques. « Si l'UE ne perd pas patience et si elle ne suspend pas ses paiements, les profiteurs se rendront bientôt compte qu'ils ont misé sur la fausse monture », estimait un partisan de l'UE et adversaire de Kaczyński. Mais il craignait aussi que d'autres membres de l'UE ne réagissent mal face à l'actuelle politique extérieure de la Pologne, ce qui contribuerait à dopper l'actuelle équipe gouvernementale.

Trop de divisions

Il est indéniable que la Pologne aujourd'hui est politiquement divisée. Une grande partie de l'intelligentsia du pays prend ses distances avec le nouveau régime. Le malheur est que l'Eglise catholique de Pologne risque de se diviser à son tour. Il est vrai que les Kaczyński ne ratent jamais une occasion de se profiler comme des catholiques intransigeants et qu'ils accordent souvent et volontiers, avec leur équipe gouvernementale, des interviews à *Radio Maryja*.

De fait, l'Eglise devrait bien s'accommoder de leur idéologie nationale-conservatrice. Lorsque ce n'est pas le cas, le catholicisme intransigeant des jumeaux et de leurs partisans montre bien vite ses limites. Parce qu'ils ne veulent pas seulement un Etat propre, débarrassé de tout relent communiste, mais aussi une Eglise du même type, quoi

qu'il en coûte. Il est difficile de croire que l'équipe au gouvernement ne soit pas impliquée dans la chute de l'archevêque Wielgus.

Chasse aux traîtres

L'Église catholique de Pologne incarne depuis près de 200 ans une bonne part de l'identité polonaise et personnifiait l'image de la nation ; elle a même payé très cher pour la défendre. Aujourd'hui, elle voit sa réputation de combattante intègre se détériorer brusquement. La chasse aux traîtres, sous prétexte de patriotisme, a une longue tradition derrière elle.

Si durant 200 ans on s'est trouvé engagé dans la lutte contre l'occupant étranger, il y a toujours eu cependant des personnes pour préférer un modus vivendi à une révolution (il y en a eu plusieurs) condamnée à l'échec. C'est ainsi qu'il a existé dans la Pologne communiste une organisation catholique très influente, le mouvement Pax, dont le responsable Bolesław Piasecki, ancien chef de la phalange pro-fasciste, s'était mué en collaborateur zélé des communistes. Grâce à tout un éventail de publications, Pax exerçait une réelle influence dans la Pologne communiste, en dépit de l'interdit lancé par le cardinal primat Stefan Wyszyński. De fait, lorsqu'il s'agissait d'utiliser l'Église, Pax n'était pas le seul groupe à collaborer avec le régime.

La chasse aux anciens agents communistes au sein de l'Église catholique constitue un élément nouveau, qui a fait grand tort à la réputation de l'Église polonaise : les collaborateurs du régime communiste ne se trouvaient pas seulement à l'extérieur de l'Église mais également en son sein. Pourquoi certains se mirent-ils à collaborer, souvent contre leur gré ? La question reste ouverte.

Aujourd'hui, dans une situation foncièrement différente, il est relativement facile de se tourner vers le passé pour y trouver, dans un but politique, des boucs émissaires.¹

Face à cette récente attaque, l'Église catholique de Pologne se trouve prise au dépourvu, d'autant plus que le coup vient d'un clan catholique conservateur. Le vieux cardinal primat Josef Glemp, malade et depuis longtemps dépossédé de son pouvoir, n'a pas la stature de son prédécesseur, dont il avait été longtemps le secrétaire efficace. On cherche en vain une forte personnalité, capable de prendre en mains le destin d'une Église de plus en plus divisée, et d'y mettre bon ordre.

De-ci de-là, des prévisions alarmistes se font déjà entendre : l'Église serait menacée par un schisme. A Dieu ne plaise, car alors la Pologne perdrait un des garants essentiels de son unité.

« La Pologne n'est pas encore perdue », chante-t-on dans l'hymne national polonais, ce que l'on veut bien croire. Une crise sérieuse s'annonce, certes, mais le nouveau régime des politiciens blanchisseurs autoproclamés fera lui aussi l'expérience de ses propres limites. Le fait que dans son zèle idéologique il s'enprenne à l'Église n'est pas une caution pour l'avenir.

R. H.

(traduction P. Emonet)

1 • Ceux qui aujourd'hui dénoncent la collaboration passée d'ecclésiastiques avec le régime communiste sont souvent d'anciens membres des services secrets communistes qui, à l'époque déjà, exerçaient une pression sur ces mêmes ecclésiastiques. (n.d.l.r.)